



« Parce que la démocratie c'est un idéal dans lequel on reconnaît à chacun le droit de participer à la gestion du bien commun. »

dossier de presse
28 avril 2019

Notre projet citoyen :

Changeons de méthode, osons la démocratie !

Et si notre système politique et nos institutions étaient inadaptés à notre époque et aux enjeux que nous devons relever ?

Depuis la naissance de nos démocraties, la société a beaucoup évolué mais notre système politique, lui, n'a quasiment pas changé. Les lobbies semblent avoir plus de pouvoir que jamais au sein de nos institutions et une partie croissante de la population ne se sent pas représentée.

Alors que près de 75% de la population n'accorde plus sa confiance au monde politique et que moins de 3% de la population est encore affiliée à un parti, il apparaît de plus en plus évident que les logiques partisans, les échéances électorales ou les impératifs personnels empêchent les élus, les mandataires et les responsables des partis politiques de développer des politiques réalistes, durables et ambitieuses centrées sur l'intérêt général. Cela alors que les enjeux environnementaux, sociaux, économiques, numériques et démographiques nous imposent de revoir profondément notre système socio-économique d'une part, et les fondements de notre système politique d'autre part.

Pour réinstaurer la confiance envers les élus sans pour autant remettre en question totalement la pertinence de notre modèle de démocratie basé sur la représentation, nous sommes convaincus qu'il faut commencer par imposer un cadre strict fait de mesures claires, justement contrôlées et sanctionnées.

Pour cela il nous semble indispensable de garantir la représentativité en luttant contre tout dispositif destiné à favoriser une classe, un groupe social ou une corporation ; de redéfinir le cadre et les prérogatives des élus ; de renforcer les règles sur la transparence et l'efficacité des institutions ; d'ouvrir le modèle démocratique actuel à de nouvelles approches de participation citoyenne, de co-construction et de concertation.

Réinventer la démocratie

Participation

Parce que la démocratie c'est un idéal dans lequel on reconnaît à chacun le droit de participer à la gestion du bien commun,

Nous proposons d'ouvrir le système à plus de participation, notamment par la transformation du Sénat en une assemblée citoyenne tirée au sort et par la modification de la Constitution pour permettre l'instauration des différents référendums d'initiatives citoyennes.

Nous proposons de mettre en place une plateforme d'information objectivée et fiable sur les sujets en débat, pour que chaque citoyen puisse se faire son opinion en connaissance de cause, ainsi que la mise en place d'une structure qui analyse de manière constante les politiques menées quant à leur résultat et leur impact fiscal et social et qui donne son avis sur l'évolution de la société belge.

Nous proposons également de revisiter les processus décisionnels afin de sortir des confrontations systématiques entre partis pour évoluer vers des dynamiques de concertation basées sur le consentement de tous.

Ethique

Parce que la confiance ne se mérite que si les élus sont efficaces et exemplaires, et que la politique doit être un service plus qu'une carrière,

Nous proposons de redéfinir de façon stricte et contraignante les droits et obligations des élus par la mise en place d'un cadre déontologique incluant entre-autre l'interdiction de cumuler plusieurs mandats électifs, la limitation dans le temps de la fonction politique et une réglementation claire sur les rémunérations et les indemnités.

Représentativité

Parce qu'il est indispensable de revoir nos mécanismes d'élections afin d'obtenir une représentativité plus fidèle des électeurs en termes de sièges dans les assemblées,

Nous proposons entre autres de modifier le mode de scrutin pour pouvoir inclure les votes blancs dans le calcul des résultats, par exemple en s'inspirant du principe du jugement majoritaire (preferendum) qui permet la prise en compte des votes contestataires en donnant lors des élections, non pas une voix mais une note aux différents candidats ou partis.

Nous proposons également d'introduire plus de proportionnalité dans le calcul de la répartition des sièges en supprimant les clés utilisées actuellement (Impériali et D'Hondt).

Transparence

Parce que la transparence des institutions n'est pas un privilège fait aux citoyens mais qu'elle est indissociable du principe même de la démocratie,

Nous proposons notamment de renforcer les lois et les décrets sur la transparence et de rendre contraignantes les décisions de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Nous proposons également d'élargir le principe de transparence aux Organismes d'Intérêts Publics (OIP) ainsi qu'aux organisations et associations financées par les pouvoirs publics.

Dans la poursuite de cet objectif, nous proposons d'organiser une réelle protection juridique des lanceurs d'alertes et des journalistes d'investigation.

Justice

Parce qu'une société basée sur des principes démocratiques se doit de garantir l'efficacité et l'indépendance de ses institutions judiciaires pour les protéger des manipulations et pressions diverses dans un cadre légal strictement protégé,

Nous proposons de rationaliser les institutions en modernisant et en simplifiant les procédures. Nous proposons également d'imaginer un modèle de financement de la justice qui soit véritablement pérenne et indépendant, pourquoi pas en s'inspirant de ce qui se fait dans des pays où la justice semble obtenir des bons résultats en termes de rapidité, d'indépendance et d'équité.

Nous demandons le renforcement de certaines compétences, (notamment celles de la lutte contre la grande fraude fiscale et sociale) ainsi que l'augmentation du cadre dans les juridictions en souffrance.

Installer un système économique plus inclusif au service de la collectivité

Prospérité et fiscalité

Parce qu'il apparaît insoutenable de ne mesurer la prospérité d'une population qu'au travers des indices de croissance et de l'évolution du Produit Intérieur Brut et parce que la solidarité est le ciment d'une démocratie pérenne, il est important que chacun, citoyen ou entreprise, contribue au financement de l'Etat à sa juste part,

Nous proposons d'imposer des facteurs de bien-être et de durabilité dans le bilan des entreprises par exemple selon le principe de la comptabilité à triple capital en incluant dans le bilan des entreprises des indicateurs de bien-être et de durabilité.

Nous proposons également de revoir les mécanismes fiscaux qui favorisent certains intérêts corporatistes et spéculatifs, de lutter efficacement contre l'évasion et la fraude fiscale et d'envisager des modes de taxation innovants comme par exemple la micro-taxe sur les transactions financières.

Nous proposons d'encourager la naissance et le développement d'un système économique alternatif basé sur les initiatives qui développent l'économie locale, les circuits courts et qui permettent la relocalisation de notre production et de notre consommation, par exemple en envisageant la création d'une monnaie régionale sur le même principe que les monnaies locales.

Bâtir un modèle de citoyenneté solidaire et durable

Enseignement

Parce que l'école est le berceau d'une citoyenneté vivante et active mais aussi la garante de la prospérité et de l'épanouissement des générations futures et qu'il est essentiel de renforcer le droit à un enseignement de qualité adapté aux besoins de chacun,

Nous proposons de développer un enseignement décloisonné en favorisant l'autonomie des équipes pédagogiques pour organiser l'école, les apprentissages et les évaluations de la manière la plus adéquate (mise en œuvre du programme, organisation des espaces, des cours, des activités, des projets et de l'année scolaire).

Nous souhaitons un enseignement qui sorte de la logique purement disciplinaire et qui favorise l'esprit critique, la coopération, la liberté, la responsabilité, la créativité et la confiance en soi.

Nous demandons également de rendre totalement transparent les budgets de la Communauté française pour mieux répartir les ressources humaines et financières.

Environnement

Parce que les impératifs environnementaux, quels que soient leurs origines, sont devenus une priorité et qu'ils nous imposent une gestion plus saine de nos ressources,

Nous proposons de redéfinir les compétences environnementales de chaque niveau de pouvoir et d'imposer la concertation et la mise en place d'un projet commun afin d'avoir une vision plus globale des enjeux et des réponses à apporter à un échelon qui dépasse celui de la nation.

Nous souhaitons réfléchir, avec le citoyen, dans le cadre d'une concertation globale, à tous les aspects d'une transition écologique qui prenne en compte la raréfaction des ressources, la qualité de l'air, la qualité et la disponibilité de l'eau et des sols, nos modes de production industriels et la protection de la biodiversité afin de redéfinir un modèle de société durable et respectueux de l'environnement.

Nous demandons que des impératifs environnementaux soient fixés aux entreprises publiques et que ces questions soient portées aux niveaux de pouvoirs supérieurs, plus aptes à appréhender ces problématiques.

Energie

Parce que les ressources se raréfient mais que notre approvisionnement énergétique doit être sécurisé dans le cadre d'une gestion soutenable, pour maintenir notre qualité de vie et la pérennité de nos entreprises,

Nous proposons d'organiser une conférence nationale sur la sortie des énergies conventionnelles et sur le développement d'énergies nouvelles au cours de laquelle serait abordé la question des risques, des alternatives disponibles et d'un calendrier de transition réaliste dont la mise en œuvre ne pénaliserait pas les citoyens dans leur quotidien.

Mobilité

Parce que la liberté de circuler est un droit fondamental mais aussi le moteur de notre tissu social, familial et professionnel,

Nous proposons d'investir dans une mobilité collective en augmentant la couverture, l'offre et le service des transports en commun (notamment en zone rurale). Nous proposons également de favoriser le développement de centrales locales de mobilité afin de coordonner l'information et l'offre à destination des publics moins mobiles. Le financement de ces mesures pourrait par exemple être assuré par une redevance pour les usagers des autoroutes belges qui ne paient pas déjà leur taxe de circulation en Belgique.

Nous demandons aussi de repenser la législation sur les voitures de société avec notamment la réduction de l'utilisation des cartes carburant aux seuls trajets professionnels.

Santé

Parce que nous disposons d'un des meilleurs systèmes de soins de santé au monde et qu'il est capital de se mobiliser pour assurer sa pérennité,

Nous proposons notamment de renforcer le principe de l'accessibilité aux soins en révisant le système des numéros INAMI en fonction des besoins réels de la population.

Nous souhaitons imaginer également une approche préventive de la perte d'autonomie pour renforcer les aides au maintien à domicile et réévaluer le système et l'application des suppléments d'honoraires facturés aux citoyens.

Solidarité

Parce que notre société moderne se doit d'être ouverte, inclusive, solidaire et basée sur les valeurs consacrées dans la Déclaration Universelle Des Droits Humains,

Nous proposons de lutter contre toutes les formes de sectarisme et de communautarisme en considérant que toute personne présente sur le territoire belge a un contrat moral vis-à-vis des principes et des valeurs inscrits dans la Constitution et des législations.

Nous demandons également de mener une réflexion avec les professionnels du secteur pour organiser les fins de carrières en encourageant la transmission des compétences aux jeunes générations et en soutenant les initiatives qui permettent aux séniors de valoriser leur expérience au service de la société.

